

Cote du document: EB 2007/92/R.25/Rev.1  
Point de l'ordre du jour: 12 b) iii)  
Date: 13 décembre 2007  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et de don à la République du Malawi pour le**

### **Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-douzième session  
Rome, 11-13 décembre 2007

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser sur le présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

### **Miriam Okong'o**

Chargée de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2191

courriel: [m.okongo@ifad.org](mailto:m.okongo@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation d’approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Carte de la zone du programme</b>	<b>iv</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>v</b>
<b>I. Le programme</b>	<b>1</b>
A. Principal créneau de développement visé par le programme	1
B. Financement proposé	1
C. Groupe cible et participation	2
D. Objectifs de développement	3
E. Harmonisation et alignement	3
F. Composantes et catégories de dépenses	3
G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats	4
H. Avantages et justification économique et financière	4
I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement	5
J. Principaux risques	5
K. Durabilité	5
<b>II. Instruments juridiques et autorité</b>	<b>6</b>
<b>III. Recommandation</b>	<b>6</b>
<b>Annexe</b>	
Garanties importantes incluses dans l’accord de financement négocié	7
<b>Appendices</b>	
I. Key reference documents (Principaux documents de référence)	
II. Logical framework (Cadre logique)	

## **Sigles et acronymes**

KIT	Institut tropical royal des Pays-Bas
UAP	Unité d'appui au programme

## **Recommandation d'approbation**

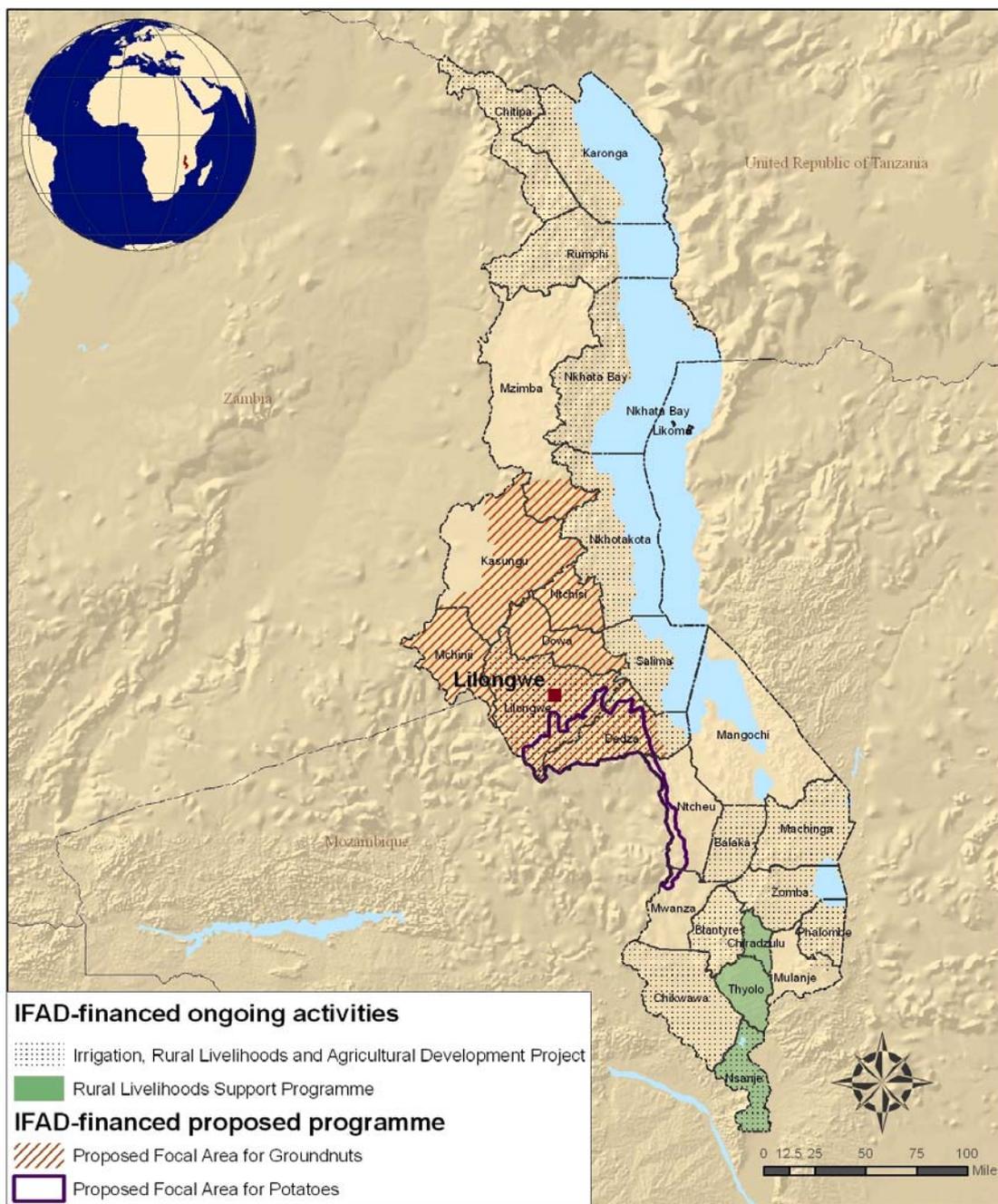
Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt et de don à la République du Malawi pour le programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie, telle qu'elle figure au paragraphe 36.

# Carte de la zone du programme

## Malawi

### Rural Livelihoods and Economic Enhancement Programme

*IFAD-financed ongoing and proposed activities*



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte réalisée par le FIDA

## République du Malawi

### Programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	République du Malawi
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère des collectivités locales et du développement rural
<b>Coût total du programme:</b>	19,24 millions de USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	5,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,37 millions de USD)
<b>Montant du don du FIDA:</b>	5,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,33 millions de USD) dont 0,35 million de USD au titre d'un mécanisme d'élaboration du programme et 0,2 million de USD dans le cadre de l'accord conclu avec l'Institut tropical royal des Pays-Bas
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.
<b>Cofinancier:</b>	Institut tropical royal des Pays-Bas (KIT)
<b>Montant du cofinancement:</b>	100 000 USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Don
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	390 000 USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	2,04 millions de USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Programme directement supervisé par le FIDA



# **Proposition de prêt et de don à la République du Malawi pour le programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie**

## **I. Le programme**

### **A. Principal créneau de développement visé par le programme**

1. Le Malawi traverse une période de libéralisation économique où les organismes de commercialisation paraétatiques et les interventions sur les marchés font l'objet d'une restructuration en même temps que s'accroît l'exposition à la concurrence sur les marchés. Pourtant, les populations rurales ne sont guère préparées aux réalités d'un monde régi par les marchés. Une très grande pauvreté rurale persiste, mais les petits exploitants ont du mal à être compétitifs, car ils ne sont pas suffisamment en prise avec les marchés et manquent des connaissances, des compétences et des ressources financières pour prendre pleinement part aux transactions commerciales. Il est nécessaire d'adopter une approche davantage tournée vers les marchés, ce qui implique de prendre des décisions en matière de production fondées sur les besoins des marchés, plutôt que de suivre une démarche classique axée sur la production. Dans sa stratégie de croissance et de développement, le Malawi fait le constat qu'il existe des possibilités d'améliorer les moyens de subsistance agricoles des producteurs ruraux pauvres et de permettre aux petits exploitants de bénéficier de marchés efficaces et d'ajouter de la valeur au niveau local. Pour atteindre ces objectifs, il faudra un engagement concret du secteur privé et des mesures spéciales visant à faire participer les petits exploitants au processus.

### **B. Financement proposé**

#### **Modalités et conditions**

2. Il est proposé que le FIDA accorde à la République du Malawi un prêt d'un montant de 5,35 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,37 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables et un don d'un montant de 5,3 millions de DTS (équivalant approximativement à 8,33 millions de USD) pour contribuer à financer le programme d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales et de l'économie. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an.

#### **Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA**

3. L'allocation fixée pour le Malawi au titre du SAFP est de 16,76 millions de USD pour le cycle SAFP 2007-2009.

#### **Corrélation avec les approches nationales sectorielles ou d'autres instruments de financement conjoints**

4. Le programme a été conçu en tenant compte des Objectifs du Millénaire pour le développement et du nouveau programme de développement agricole multidonateurs. Il contribue directement à la composante fondamentale de ce programme de développement agricole relative à l'industrie agroalimentaire et au développement des marchés.

#### **Endettement du pays et capacité d'absorption de l'État**

5. L'allègement irrévocable de sa dette obtenu récemment par le Malawi au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés marque le retour à la stabilité macroéconomique prônée par l'actuel gouvernement. Le pays est parvenu à maintenir une discipline budgétaire et fiscale et a assisté à une stabilisation des taux de change et à une baisse de l'inflation et des taux d'intérêt. Une meilleure gestion

macroéconomique a permis de recouvrer la confiance de la communauté internationale, comme le prouve le rétablissement du soutien budgétaire de bailleurs de fonds bilatéraux et une nouvelle Facilité du Fonds monétaire international (FMI) pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance.

#### **Flux de fonds**

6. Les fonds seront acheminés par l'intermédiaire d'un compte spécial, administré par le Ministère des collectivités locales et du développement rural, qui sera ouvert auprès de la Banque de réserve du Malawi. Ils seront versés de ce compte sur celui du programme opérationnel conformément aux procédures du FIDA, en fonction des plans de travail et budgets annuels.

#### **Modalités de supervision**

7. Le programme sera supervisé directement par le FIDA.

#### **Dérogations aux conditions générales applicables au financement du développement agricole et politiques opérationnelles du FIDA**

8. Aucune dérogation n'est prévue.

#### **Gouvernance**

9. La qualité de la gouvernance sera garantie par des procédures administratives et financières rigoureuses et transparentes. Les modèles à utiliser pour présenter les états financiers et les rapports de situation seront arrêtés en accord avec le FIDA, et la conformité des documents à ces modèles sera vérifiée par les missions de supervision. Les comptes du programme seront soumis chaque année à une vérification indépendante effectuée par des commissaires aux comptes nommés par le Vérificateur général.

### **C. Groupe cible et participation**

#### **Groupe cible**

10. Conformément à la politique du FIDA en matière de ciblage, les principaux groupes cibles sont les ruraux pauvres exerçant une activité économique et les personnes en situation de pauvreté transitoire qui risquent de rejoindre les rangs des plus démunis, mais ont aussi la capacité de sortir de la pauvreté. Le programme s'adressera également aux populations les plus démunies grâce aux possibilités d'emploi offertes par le développement des activités commerciales. Quelque 24 000 ménages devraient participer directement aux activités.

#### **Méthode de ciblage**

11. Un élément clé de la stratégie de ciblage sera la sélection de denrées prioritaires. Les arachides et les pommes de terre pourraient être retenues dans un premier temps, parce qu'elles sont cultivées essentiellement par les petits exploitants et présentent des possibilités importantes d'ajout de valeur moyennant l'utilisation de technologies accessibles aux ménages pauvres. Le second élément de cette stratégie est le choix de domaines d'intervention, en tenant compte de la prévalence et de la gravité de la pauvreté ainsi que des inégalités entre les sexes.

#### **Participation**

12. La cartographie et l'analyse de la chaîne de valeur seront entreprises de manière participative pour garantir que toutes les parties prenantes de la chaîne de valeur ont voix au chapitre s'agissant d'identifier les obstacles et les possibilités et d'établir des plans d'action. Des initiatives constructives seront engagées pour faire participer les petits exploitants et autres intervenants de la chaîne de valeur, par des campagnes de publicité et d'information et des activités de sensibilisation et de renforcement des capacités à l'intention des groupements d'agriculteurs.

## **D. Objectifs de développement**

### **Objectifs clés**

13. Le programme a pour but d'accroître de manière durable les revenus des ménages ruraux pauvres économiquement actifs qui participent à la production, à la transformation et à la commercialisation de certains produits de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (cultures, bétail et poisson) en favorisant leur intégration avec le secteur commercial naissant. Les objectifs sont les suivants: i) renforcer les chaînes de valeur et promouvoir un environnement plus propice au développement commercial rural; ii) mettre les agriculteurs davantage en rapport avec les chaînes de valeur en établissant des systèmes plus efficaces en matière de production, de transport, d'entreposage, de transformation et de commercialisation des denrées visées, afin de développer l'activité économique et l'emploi; et iii) faciliter et gérer le programme de manière à en garantir l'efficacité et l'efficacité.

### **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions**

14. Le programme étayera les processus politiques et institutionnels mis en œuvre au titre de la stratégie nationale de croissance et de développement et du programme de développement agricole. Les enseignements tirés serviront à appuyer la formulation d'une politique de commercialisation pour les zones rurales. Le programme fournira également des ressources pour renforcer les institutions nationales et locales dans le domaine de la commercialisation des produits agricoles.

### **Cohérence avec les politiques et stratégies du FIDA**

15. Le programme est conforme au Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, qui met l'accent sur le renforcement des capacités d'organisation des ruraux pauvres et sur l'élargissement de leur accès aux marchés. Les options stratégiques pour le programme-pays définies en 2005 visent les pauvres aptes et les pauvres transitoires en zone rurale et ont pour objet de renforcer les moyens de subsistance par le développement agricole et la diversification économique. À cet effet, le FIDA doit œuvrer avec ses partenaires nationaux à la conception de programmes visant à soutenir directement les petits exploitants, prévoir des mécanismes pour mieux les mettre en relation avec les marchés, soutenir les intermédiaires du secteur privé et favoriser le dialogue en vue de créer le contexte nécessaire, au plan stratégique, institutionnel et réglementaire, pour améliorer les liens avec les marchés.

## **E. Harmonisation et alignement**

### **Alignement sur les priorités nationales**

16. Le programme proposé est conforme aux priorités nationales telles qu'elles sont exposées dans la stratégie de croissance et de développement du Malawi.

### **Harmonisation avec les partenaires du développement**

17. Le programme a été mis au point en étroite concertation avec les donateurs partenaires. Le FIDA entretient des contacts avec les principaux bailleurs de fonds par le biais d'un groupe de coordination des donateurs pour l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui participe activement à la formulation du programme de développement agricole.

## **F. Composantes et catégories de dépenses**

### **Principales composantes**

18. Le programme s'articule autour de trois composantes: i) mobilisation et organisation de la chaîne de valeur; ii) amélioration de la productivité agricole et commercialisation; et iii) facilitation et gestion du programme.

### **Catégories de dépenses**

19. Les catégories de dépenses sont au nombre de cinq: i) financement sous forme de don de la commercialisation des produits agricoles (51%); ii) assistance technique (19%); iii) formation, ateliers et études (8%); iv) travaux de génie civil (1%); équipements et véhicules (4%); et v) dépenses récurrentes (17%).

## **G. Gestion et exécution: responsabilités et partenariats**

### **Principaux partenaires d'exécution**

20. Le Ministère des collectivités locales et du développement rural est l'agent principal du programme et confiera l'essentiel des activités à des organismes d'exécution sous contrat. Les principales possibilités de partenariat résident dans les organismes publics et les partenariats public-privé entre institutions publiques, organismes paraétatiques, sociétés privées, entreprises individuelles, instituts de recherche, ONG, associations d'agriculteurs, coopératives, agents du commerce équitable, etc.

### **Responsabilités en matière d'exécution**

21. Les fonctions de coordination et de gestion globales seront assumées par l'unité d'appui au programme (UAP) au sein du Ministère, sous la supervision du comité de pilotage du programme. La plupart des activités seront exécutées par d'autres ministères ou par l'entremise de prestataires de services et d'organisations du secteur privé sous contrat.

### **Rôle de l'assistance technique**

22. L'Institut tropical royal des Pays-Bas (KIT) facilitera l'établissement d'un réseau coopératif d'apprentissage sur la création de chaînes de valeur. Il interviendra dans le cadre d'un partenariat avec une institution malawienne et fournira une assistance technique, des moyens de formation et des passerelles vers des sources internationales d'informations relatives à la création de chaînes de valeur au profit des pauvres. Un conseiller en agroalimentaire recruté sur le plan international sera également affecté à l'UAP pendant les trois années de la phase pilote.

### **Situation des principaux accords d'exécution**

23. Le FIDA assurera en partie le financement sous forme de don au titre du cadre pour la soutenabilité de la dette pour faire progresser les activités de mise en route grâce à un mécanisme d'élaboration du programme. Pour garantir la disponibilité de fonds à la signature de l'accord de financement, il a été prévu un accord de don distinct relatif à l'utilisation du mécanisme d'élaboration du programme, ainsi qu'un accord distinct conclu avec le KIT pour cofinancer et mettre en œuvre le partenariat de gestion des connaissances. Les accords entre l'UAP/Ministère des collectivités locales et du développement rural et les organismes d'exécution seront régis par des contrats et/ou des mémorandums d'accord. Les dons pris en charge par le fonds pour la commercialisation des produits agricoles seront l'objet d'accords de dons conclus entre l'UAP et le Ministère, d'une part, et les bénéficiaires, d'autre part.

### **Principaux partenaires financiers et montants engagés**

24. Le coût total du programme est de 19,24 millions de USD sur une période de huit ans, comprenant une phase pilote triennale et une phase de développement quinquennale. Le FIDA prendra en charge 16,70 millions de USD (87%); le gouvernement, 390 000 USD (2%); le secteur privé et les bénéficiaires, 2,04 millions de USD (10,5%); et le KIT, 100 000 USD (0,5%).

## **H. Avantages et justification économique et financière**

### **Principales catégories d'avantages découlant du programme**

25. Le programme aidera les bénéficiaires principaux à: i) se procurer les intrants et les technologies nécessaires pour obtenir des rendements plus élevés de produits agricoles de meilleure qualité; ii) obtenir un gain de valeur ajoutée pour leurs produits agricoles grâce à des processus tels que le regroupement, le tri, le calibrage, le séchage et l'entreposage; iii) prendre des décisions d'ordre commercial plus judicieuses fondées sur de meilleures informations sur les marchés; iv) obtenir des prix plus élevés et plus stables en prenant part à des initiatives d'agriculture sous contrat et/ou de production en sous-traitance; et v) accéder aux services d'appui financier et technique nécessaires pour passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale à petite échelle.

### **Viabilité économique et financière**

26. Le programme produira des résultats économiques et financiers grâce à: i) une augmentation quantitative de la production agricole; ii) des prix plus élevés au niveau des exploitations du fait du regroupement, du calibrage et de l'amélioration de la qualité des produits; iii) une plus grande stabilité des prix moyennant la diversification des marchés et des produits; iv) une valeur ajoutée supplémentaire après sortie de l'exploitation grâce à une amélioration des opérations d'entreposage, de transport et de transformation; et v) une augmentation des recettes d'exportation et/ou une réduction des importations de produits alimentaires. Le taux de rentabilité économique est estimé à 16%.

## **I. Gestion des savoirs, innovation et élargissement**

### **Modalités de gestion des savoirs**

27. La création d'un partenariat de gestion des savoirs sur la création de chaînes de valeur, avec l'appui du KIT, garantira que les connaissances acquises dans le cadre du programme seront exploitées et que celles provenant d'autres sources seront accessibles.

### **Innovations en matière de développement**

28. Faire des acteurs du secteur privé les éléments moteurs de la commercialisation des produits agricoles constitue une approche nouvelle au Malawi. Le secteur privé s'engagera en participant à la cartographie et à l'analyse des chaînes de valeur, à la formulation de plans d'action et à l'accès au guichet des dons du fonds pour la commercialisation des produits agricoles. La participation du secteur privé à la gouvernance du programme sera assurée par sa représentation au sein du comité de pilotage du programme. Parmi les autres caractéristiques innovantes, il convient de citer notamment: i) l'approche fondée sur les denrées, par opposition aux programmes classiques de développement agricole axés sur une zone; et ii) les stratégies de ciblage qui seront appliquées.

### **Approche d'élargissement**

29. Le programme débutera par une phase pilote de trois ans. Après un examen approfondi – pouvant aller jusqu'à sa reformulation, s'il y a lieu –, le programme sera élargi et comprendra jusqu'à six denrées. Les possibilités de développer et de transposer l'initiative, que ce soit au Malawi ou dans des pays voisins, seront nombreuses une fois que les intervenants clés de la chaîne de valeur auront pris confiance dans cette approche.

## **J. Principaux risques**

### **Principaux risques et mesures d'atténuation**

30. La nature innovante du programme comporte un certain nombre de risques, dont: i) la réticence du secteur privé à s'engager pleinement dans le programme; ii) la capacité d'exécution limitée; et iii) les obstacles à la participation des pauvres à la commercialisation des produits agricoles. La stratégie d'atténuation la plus importante est la phase pilote triennale, qui prévoit un examen approfondi.

### **Classification environnementale**

31. À l'issue des procédures d'évaluation environnementale du FIDA, le programme a été classé en catégorie B car il ne devrait pas avoir d'impact négatif notable sur l'environnement.

## **K. Durabilité**

32. Les incitations commerciales et la participation du secteur privé sont les clés de la durabilité. Un soutien sera apporté aux groupes d'agriculteurs pour qu'ils nouent des liens commerciaux en amont et en aval avec les fournisseurs d'intrants, les commerçants et les entreprises agroalimentaires et ne sera retiré progressivement que lorsqu'il sera certain que les arrangements resteront opérationnels grâce aux incitations commerciales. Au niveau institutionnel, on veillera, une fois la phase

pilote arrivée à son terme, à supprimer l'UAP et à en transférer les fonctions aux départements compétents du Ministère des collectivités locales et du développement rural et aux organismes d'exécution.

## **II. Instruments juridiques et autorité**

33. Un accord de financement entre la République du Malawi et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Les garanties importantes incluses dans l'accord négocié sont jointes en annexe.
34. La République du Malawi est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.
35. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

## **III. Recommandation**

36. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République du Malawi un prêt libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (5 350 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> octobre 2047 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Malawi un don libellé en diverses monnaies d'un montant équivalant à cinq millions trois cent mille droits de tirage spéciaux (5 300 000 DTS) qui sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Lennart Båge

## **Garanties importantes incluses dans l'accord de financement négocié**

(Négociations conclues le 22 novembre 2007)

### **Femmes et jeunes**

1. Durant toute la période d'exécution du programme, le Gouvernement veille à ce que l'agent principal du programme et les autres parties prenantes s'efforcent d'encourager la participation des femmes et des jeunes aux opérations du programme, définissent les objectifs et les processus nécessaires pour les atteindre, et présentent, à la fin de chaque année, un rapport sur les résultats obtenus en ce sens.

### **Lutte contre les ravageurs**

2. Le Gouvernement veille à ce que les pesticides achetés dans le cadre du programme ne contiennent aucun des pesticides interdits par la FAO ou classés «extrêmement dangereux» ou «très dangereux» par l'OMS.

### **Fraude et corruption**

3. Le Gouvernement porte à l'attention du FIDA, dans les plus brefs délais, toute allégation ou suspicion de fraude et/ou de corruption en rapport avec l'exécution du programme, dont il a connaissance ou qui lui a été signalée.

### **Engagement en faveur de la participation du secteur privé**

4. Le Gouvernement confirme son engagement à collaborer avec le secteur privé dans le cadre d'accords de partenariat public-privé afin d'accélérer le développement du commerce rural avec la participation active du groupe cible du programme.

### **Engagement en faveur de la mise en œuvre de politiques de libéralisation du marché**

5. Le Gouvernement confirme son engagement à mettre en œuvre des politiques de libéralisation du marché afin de créer un environnement propice au développement du commerce rural.

### **Appui aux processus interactifs**

6. Le Gouvernement confirme son engagement à soutenir les processus interactifs du programme destinés à garantir que les résultats obtenus reflètent véritablement les besoins des parties prenantes au sein du groupe cible.

### **Appui à la gestion des savoirs**

7. Le Gouvernement confirme son engagement à apporter un appui à la gestion des savoirs dans le cadre du programme, en documentant de façon exhaustive et transparente les succès et les échecs.

### **Utilisation des véhicules et autres équipements du programme**

8. Le Gouvernement veille à ce que:
  - a) tous les véhicules et autres équipements achetés dans le cadre du programme soient affectés à la mise en œuvre du programme;
  - b) les types de véhicules et autres équipements achetés dans le cadre du programme correspondent aux besoins du programme;
  - c) tous les véhicules et autres équipements transférés ou achetés dans le cadre du programme soient exclusivement destinés au programme.

**Suspension**

9. a) Le FIDA peut suspendre, en tout ou en partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits des comptes de prêt et de don dans les cas suivants:
- i) après consultation du Gouvernement, le FIDA a établi que les avantages matériels dérivant du programme ne bénéficient pas de manière satisfaisante au groupe cible, tel que défini dans l'accord de financement, ou qu'ils échoient à des personnes étrangères à ce groupe, au détriment des membres de ce dernier; ou
  - ii) le Gouvernement n'a pas respecté l'une quelconque des clauses énoncées dans l'accord de financement et n'a pris aucune disposition pour y remédier dans les trente (30) jours, et le FIDA a établi que ladite défaillance a eu, ou risque d'avoir, un effet préjudiciable important sur le programme; ou
  - iii) le FIDA a notifié au Gouvernement que des allégations crédibles de corruption ou de pratiques frauduleuses en relation avec le programme ont été portées à son attention, et le Gouvernement n'a pris aucune action appropriée en temps utile pour y remédier à la satisfaction du FIDA; ou
  - iv) les marchés n'ont pas été ou ne sont pas passés conformément à l'accord de financement.
- b) Le FIDA suspend, en tout ou partie, le droit du Gouvernement de solliciter des retraits des comptes de prêt et de don si l'audit requis n'est pas finalisé de manière satisfaisante dans les douze (12) mois à compter de la date de présentation des rapports financiers.

**Conditions préalables aux retraits et transferts**

10. Aucun retrait n'est effectué des comptes de prêt et de don tant que le Gouvernement n'a pas: i) dûment ouvert le compte spécial; ii) pris de dispositions établissant l'exemption de droits et taxes pour toutes les activités du programme; et tant que l'agent principal du programme n'a pas présenté un projet de manuel d'exécution du programme.

**Conditions préalables à l'entrée en vigueur**

11. L'entrée en vigueur du présent accord est subordonnée au respect préalable des conditions suivantes:
- a) le Comité de pilotage du programme a été dûment constitué;
  - b) l'unité d'appui au programme a été dûment constituée et ses cadres, à savoir le directeur national du programme, le contrôleur financier, le responsable des achats et des contrats et le responsable du suivi-évaluation, ont été recrutés;
  - c) l'accord a été dûment signé et la signature et l'exécution dudit document par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales requises;
  - d) un avis juridique favorable, émis par le Ministre de la justice ou toute autre autorité juridique habilitée par le Gouvernement à émettre un tel avis, en référence aux points énoncés dans l'accord et acceptable tant en la forme que sur le fond par le FIDA, a été remis à ce dernier par le Gouvernement.

## Key reference documents

### Country reference documents

Government of Malawi (1998): Decentralization Policy

Government of Malawi (2006): Malawi Growth and Development Strategy. From Poverty to Prosperity 2006-2011

Government of Malawi: Microfinance Needs Assessment Study Report

Malawi Agricultural Sector Investment Programme (MASIP) (2007): Introduction to the Agricultural Development Programme

Malawi Bureau of Standards (2006): Malawi Bureau of Standards in Brief

Malawi Bureau of Standards (2007): Catalogue of Malawi Standards

Malawi National Vulnerability Assessment Committee (2003): Baseline Data Summary Sheets for Kasungu-Lilongwe Plain

Malawi National Vulnerability Assessment Committee (2003): Malawi Baseline Livelihood Profiles

Ministry of Agriculture and Food Security (2005): Project Implementation Manual. Irrigation, Rural Livelihoods and Agricultural Development Project

Ministry of Agriculture and Food Security (2006): National Agricultural Policy

Ministry of Agriculture and Food Security (2006): Various National Agricultural Statistics

Ministry of Commerce and Industry: Integrated Trade and Industry Policy; March 1998

Ministry of Commerce and Industry: Micro and Small Enterprise Policy Statement – Constraints and Needs Identification

Ministry of Commerce and Industry: Microfinance Policy Statement

Ministry of Economic Planning and Development (2002): Malawi Poverty Reduction Strategy M&E Master Plan

Ministry of Economic Planning and Development (2002): Poverty Reduction Strategy Paper

Ministry of Economic Planning and Development (2006) Malawi National Population Policy

Ministry of Finance (2006): Budget Speech 2006 and Mid-year Review of the 2006-2007 Budget

Ministry of Local Government and Rural Development (2005): Guidebook on Decentralisation and Local Government in Malawi

Ministry of Local Government and Rural Development (2007): Rural Livelihoods Support Programme. Evaluation of Cycle I and Recommendations for Cycle II. Final Report

Ministry of Local Government and Rural Development (2006): A Strategy for Capacity Development for Decentralisation in Malawi.

Ministry of Local Government and Rural Development (2006): Integrated Rural Development Strategy

Ministry of Local Government and Rural Development (2006): Rural Livelihoods Support Programme Annual Work Plan and Budget 2006-2007

Ministry of Local Government and Rural Development (2006): Rural Livelihoods Support Programme Annual Progress Report 2005-06

Ministry of Local Government and Rural Development (2007): RLSP Three Year Consolidated Report September 2004 to March 2007

Ministry of Local Government and Rural Development: Programme Support Document for the Rural Growth Centres Development Programme

National AIDS Commission (2005) HIV and Syphilis Sero-Survey and National HIV Prevalence Estimates report, The Republic of Malawi, Ministry of Health

National Initiative for Civic Education: Making Democracy Work – Take Part in Public Life.

National Smallholder Farmers Association of Malawi: Information Pack

National Statistical Office (2005): Integrated Household Survey 2004-2005

National Statistics Office (2000): 1998 Malawi Population and Housing Census. Report of Final Census Results

### **IFAD reference documents**

IFAD (2005): Malawi COSOP - Main Report and Working Papers  
 IFAD (2006): RLEEP Inception Memorandum - Main Report and Working Papers  
 IFAD (2006): Key Issues for IFAD in Eastern and Southern Africa  
 IFAD (2007): Portfolio Performance Report: Mid Year Review 2007: Eastern and Southern Africa Division  
 IFAD (May 2007): Malawi Rural Livelihoods and Economic Enhancement Programme. Formulation Report: First Draft  
 IFAD RLSP Supervision Reports: June 2001, December 2001, August 2002 and February 2003  
 IFAD/IRLADP: Working Papers 4 & 5  
 IFAD: Learning Notes  
 IFAD: Strategic Framework 2007-2010 Enabling the Rural Poor to overcome Poverty  
 IFAD: Targeting Policy Reaching the Rural Poor

### **Other miscellaneous reference documents**

A New Macmillan School Atlas for Malawi  
 Bie SW, and Lang T. (2006): Evaluation of Norwegian Support to NASFAM's Strategic Development Programme  
 Booth, D. et al (2006): Drivers of Change and Development in Malawi. ODI, London  
 Bua Consulting Engineers/Norconsult (2006): Infrastructure Services Project: Feasibility Studies for Provision of Coordinated Infrastructure Services  
 Byrceson DF, Fonseca J, and Kadzandira, J. (2004): Social Pathways from the HIV/AIDS Deadlock of Disease, Denial and Desperation in Rural Malawi, CARE Malawi.  
 CARE (June 2005): Central Region Livelihood Security Project; Impact Assessment Report of Village Savings & Loans Component  
 Chemonics International (2004): Malawi Microfinance Sector Assessment  
 Council of Non-Governmental Organisations in Malawi: Information Brochure  
 Danida (2004): Review of the Dairy Industry in Malawi  
 Dorward A and Kydd J (2004): The Malawi 2002 Food Crisis: the Rural Development Challenge. *Journal of Modern African Studies*, 42, 3.  
 Economist Intelligence Unit: Country Profile Malawi 2006  
 Economist Intelligence Unit: Country Reports Malawi November December 2006  
 European Union IDAF financing proposal. Overview of IDAF and Programme  
 FAO (2007): Approaches to Linking Farmers to Markets. *Agricultural Management, Marketing and Finance Occasional Paper No 13*  
 FAO (2007): Malawi Country Programme: 2006-07  
 Food Security Joint Task Force, Technical Secretariat: Database for Projects on Agriculture, Food Security and Nutrition  
 Grain Traders and Processors Association (March 2006): Constitution  
 Harrigan J. (2003): U-Turns and Full Circles: Two Decades of Agricultural Reform in Malawi 1981-2000. *World Development* Vol 31, No 5.  
 IFAD (2003): Rural Livelihoods Support Programme Post-Appraisal Report. Main Report and Annexes  
 Imperial College London et al (2006): Evaluation of the 2006/07 Agricultural Input Supply Programme, Malawi: Interim Report.  
 KIT Amsterdam (2006): Chain Empowerment Supporting African Farmers to Develop Markets  
 Levy, S. (ed) (2005): *Starter Packs: A Strategy to Fight Hunger in Developing Countries?* CABI, Wallingford.  
 MEDI Consultants (June 2004): EU Capacity Building Programme for Economic Management and Policy Coordination - Credit Flow and its Utilization by Women  
 MEDI Consultants: EU Capacity Building Programme for Economic Management and Policy Coordination -Savings and Investment in Malawi  
 National Statistics Office (2005): Malawi Demographic and Health Survey 2004

National Statistics Office (2005): Republic of Malawi Integrated Household Survey  
Norwegian University of Life Sciences (2006): Decentralisation in the Agricultural Sector in Malawi: Policies, Processes and Community Linkages  
OECD (2004): Promoting Entrepreneurship and Innovative MSEs in a Global Economy  
Overseas Development Institute (2006): Drivers of Change and Development in Malawi. Working Paper No 261  
Prorustica (April 2007): A Public Private Partnership to Support the Development of the Fertiliser Supply Chain in Malawi: Draft Programme Concept Paper  
Prorustica (July 2007): An Inputs Public/Private Partnership for Malawi: Achieving Food Security and Prosperity – Action Plan  
Rural Livelihoods Support Programme: Draft Project Implementation Manual  
Tango International, Inc. (2003): Malawi Baseline Survey, C-SAFE  
Tango International, Inc. (2004): Governance and Rural Institutional Development in Malawi, CARE Malawi.  
Tango International, Inc. (2004) L Theme Paper IV: Gender Exploitation in Malawi, CARE Malawi  
Tefera M, Barton T, Chasela C and Kachule, R. (2005): I-LIFE Illuminated: Benchmarks and Analysis From the Programme Baseline Study. For the I-LIFE Consortium Malawi  
UNDCF/USAID/UNDP (March 2006): Expanding Access to Financial Services in Malawi  
World Bank (2002): Diagnostic Trade Integration Study Volume 1  
World Bank (April 2007): Project Appraisal Document, Business Environment Strengthening Technical Assistance (BESTAP)  
World Bank (October 2005): Project Appraisal Report: Irrigation, Rural Livelihood and Agricultural Development Project (IRLADP)

## Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators a/	Means of Verification	Assumptions and Risks
<b>Goal:</b> Sustainably improve the incomes of economically active poor rural households engaged in the production and marketing of selected commodities by advancing their integration with the emerging commercial sector	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reduced incidence and severity of rural poverty</li> <li>Number of households with improved incomes and assets</li> <li>Number of households with reduced hunger gaps, improved nutrition and higher welfare status</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National poverty monitoring studies</li> <li>Agricultural production and income data</li> <li>MTR and completion reports</li> <li>IFAD PBAS reviews</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Continued Government commitment to economic growth strategy</li> <li>Donors support complementary initiatives</li> <li>Sustained pursuit of decentralization</li> </ul>
<b>Objective 1:</b> Strengthen value chains and enhance the enabling environment to make it more conducive to rural commercial development.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of value chains developed</li> <li>Volume of domestic and international trade</li> <li>Farmgate prices for priority commodities</li> <li>Amount of post-farmgate value addition</li> </ul>	As above, plus: <ul style="list-style-type: none"> <li>M&amp;E reports, surveys and case studies</li> <li>Supervision mission reports</li> <li>Impact assessment studies</li> <li>Trade and employment statistics</li> <li>Commercial and employment statistics</li> <li>M&amp;E reports, surveys and case studies</li> <li>Supervision mission reports</li> </ul>	As above, plus: <ul style="list-style-type: none"> <li>Macro-level economic liberalization and policy reform efforts continue</li> <li>Barriers to export markets do not become more onerous</li> <li>Development of input suppliers and agro-dealer networks are not disrupted by subsidized distribution of agricultural inputs</li> </ul>
<b>Objective 2:</b> Improve farmers' linkages to value chains by establishing more efficient production, transport, storage, processing and marketing systems.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of households achieving sustainable improvements in incomes and living standards</li> <li>Increase in Number of micro and SME enterprises</li> <li>Number and type of jobs created</li> </ul>		
<b>Outputs, Component 1: Value Chain Mobilization and Organization</b>			
Value chain action plans for 2-3 target commodities (pilot phase only)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of value chain action plans prepared</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Documented action plans owned by stakeholders</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Commercial actors prepared to participate</li> </ul>
Commodity-specific value chain networks formed and active	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of farmers and other actors actively participating in networks</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Records of meetings and activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Distrust between actors can be gradually overcome</li> </ul>
Key constraints in the enabling environment for priority commodities identified and addressed	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number and range of key constraints identified</li> <li>Number of ACF projects completed which address the constraints</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reports, surveys and interviews with key value-chain actors</li> <li>ACF project reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Policy, legal and regulatory frameworks remain conducive to removing trade barriers</li> </ul>
Learning alliance on value chain development formed and active	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of participants in learning alliance</li> <li>Contribution to knowledge management and policy dialogue</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reports from institution(s) engaged to coordinate learning alliance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Research institutions, trainers, service providers and policy-makers willing to participate</li> </ul>
<b>Outputs, Component 2: Agricultural Productivity Enhancement and Commercialization</b>			
Farmer groups in focal areas engaged by improving their connection to profitable market opportunities	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number of groups formed and/or strengthened</li> <li>Number of farmer groups and other value-chain actors' groups acquiring agribusiness skills</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reports from service providers on number of persons and groups supported</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>People willing to change from dependency to self-help culture</li> <li>Profitable markets identified</li> <li>Refresher training effective</li> <li>Poorer actors and women participate</li> </ul>
Viable PPPs established linking private, government, parastatal and farmer actors, supported by ACF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Number and range of ACF projects completed successfully</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Reports on grant-funded activities</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Private enterprise prepared to engage</li> <li>ACF grant applications satisfactory</li> <li>Evaluation criteria adhered to</li> <li>Timely disbursement of grant funds</li> </ul>
Demand-led and market-oriented research and extension services created	<ul style="list-style-type: none"> <li>Research and extension activities undertaken</li> <li>Number of farmers participating in trials and demos</li> <li>Number of people accessing advisory services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Research and extension reports</li> <li>Survey of stakeholders to assess satisfaction with services provided</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Research and extension services are prepared to adopt a demand-led approach</li> <li>Stakeholders able to articulate their research and extension needs</li> </ul>

a/ All indicators to be gender disaggregated

